

La loi du marché...

Avec l'annonce du plan d'investissement européen Juncker, le rachat massif par la BCE des titres de dette publique des pays européens devait permettre d'encourager les investisseurs privés et d'éviter la déflation. En réalité, le premier accouche d'une souris et le second d'une bulle spéculative. Malgré des taux négatifs, les institutions financières, et en particulier les banques, continuent de ne pas vouloir prêter aux acteurs de l'économie réelle. Les prêts accordés aux particuliers n'ont pas bougé depuis le démarrage de la politique de *quantitative easing* de la BCE, la hausse des crédits immobiliers est compensée par la baisse des crédits à la consommation. Quant aux prêts aux entreprises, ils continuent de se réduire, moins vite que précédemment certes, mais totalement décalés par rapport à la hausse de la masse monétaire. En bref, l'investissement ne repart pas plus que la consommation, alors que l'inflation et les taux obligataires à 10 ans croissent plus vite que prévu, illustrant la formation d'une bulle spéculative et un risque fort de déflagration massive.

Cette stratégie des autorités monétaires européennes qui donne son *quitus* au système financier et conforte les politiques d'austérité menées en Europe a pourtant fait la preuve de son inefficacité. En témoigne la situation de la Grèce, qui n'a cessé de se détériorer depuis sa prise en main par la troïka, le remède injecté étant pire que le mal diagnostiqué. Ou encore le cas de la France. N'en déplaise au gouvernement Hollande, Valls et Co, cette politique conduit à la montée inexorable du chômage et à une croissance atone plombée par une perte d'efficacité du capital.

Au fond, si les marchés financiers, la BCE, le FMI et l'UE sont aujourd'hui si fébriles, c'est que les tentatives de régulation du système au profit des marchés et des profits capitalistes échouent les unes après les autres à sortir de la crise systémique à l'œuvre. En faisant de la hausse du taux de profit la seule fin des politiques menées et des politiques de réduction du coût du travail et des dépenses publiques et sociales les seuls moyens d'y parvenir, les choix opérés alimentent les contradictions et les coûts du capital.

L'enjeu d'une autre régulation apparaît donc désormais clairement. La loi du marché capitaliste, celle qui fait du taux de profit le seul régulateur du système économique et social, est à bout de souffle. Elle entre en

contradiction avec les possibilités d'une sortie de crise et ne répond pas aux défis de l'avenir.

Le gouvernement grec d'Alexis Tsipras l'a bien compris. Lui qui tente d'appliquer la politique pour laquelle il a été élu. Face au dogmatisme de la troïka et des marchés, il se bat contre les politiques d'austérité imposées en Europe et appelle à une relance sociale assise sur les services et les dépenses publics afin de redynamiser l'économie grecque à partir du développement des capacités humaines.

Ce programme économique et social alternatif, que les représentants du gouvernement grec au Forum des alternatives européennes du mois de mai à Paris sont venus rappeler, est aujourd'hui de plus en plus repris par les mouvements sociaux et syndicaux en Europe. Il est au cœur du besoin de convergence des luttes nationales en Europe afin de sortir du carcan idéologique et politique porteur des plus grands dangers. En France, il peut être un point d'appui pour le rassemblement de la gauche de transformation sociale et la relance des luttes sociales. ■

Frédéric Rauch

